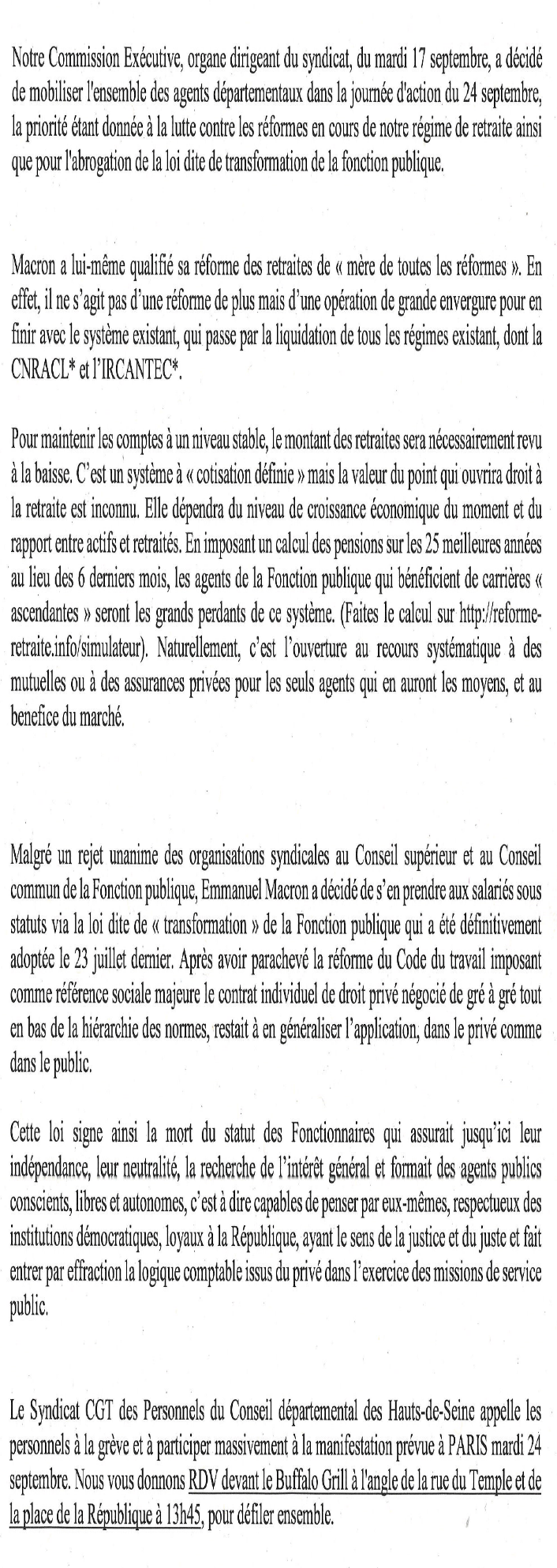
   
 **Numéro 4 septembre 2019**

**Edito**



***Droit* de *grève* dans la *fonction publique* : Un *employeur public ne peut pas demander* aux *agents* de *se déclarer grévistes 48 h avant* le *début* de la *grève fixé* dans le *préavis***

**Par une décision du 6 juillet 2016 (1), le Conseil d’Etat juge légale une réglementation obligeant les agents des équipements sportifs de la Ville de Paris à exercer leur droit de grève dès la prise de leur service, mais illégale l’obligation qui leur était faite de se déclarer grévistes 48 heures avant le début de la grève, leur interdisant ainsi de rejoindre un mouvement déjà engagé.**

Le Syndicat CGT des Personnels du Conseil départemental des Hauts-de-Seine appelle les personnels à la grève et à participer massivement à la manifestation prévue à PARIS mardi 24 septembre. Nous vous donnons RDV devant le Buffalo Grill à l'angle de la rue du Temple et de la place de la République à 13h45, pour défiler ensemble.

**Syndicat CGT** Des personnels du Conseil départemental des Hauts-de-Seine

**U ARENA LA DÉFENSE 57 rue des Longues Raies 92731 NANTERRE CEDEX**

tel. : 01.47.29.37.34 ou 01.46.32.59.06

mail :  [syndicatcgt@hauts-de-seine.fr](mailto:syndicatcgt@hauts-de-seine.fr)

Vous pouvez nous joindre du Lundi au Vendredi de 9h30 à 12h00 et de 14h00 à 17h00 Au 06 66 21 89 34

**Pôle solidarités : réorganisation ou déstructuration ?**

La nouvelle réorganisation du pôle solidarité est d’une ampleur sans précédent qui s’apparente à un raz de marée entrainant tout sur son passage et détruisant toute l’organisation actuelle du travail. Cette fois ni les agents, ni leurs cadres hiérarchiques n’ont été consultés pour penser le nouveau projet et tous sont mis devant le fait accompli. Les groupes de travail constitués à la hâte ont été sommés de mettre en œuvre en quelques mois des décisions déjà prises.

L’objectif de cette réforme des services est clair, il s’agit de faire des économies à tous prix, et principalement de réduire le nombre d’agents fonctionnaires au département malgré un excédent budgétaire qui se porte à 400 millions sur les trois dernières années. Nous étions 7800 agents il y a 5 ans, nous sommes passés à 4800 actuellement, et les projets de départ sont nombreux.

La conséquence de cette réorganisation génère un climat particulièrement anxiogène, l’épuisement des agents, la fuite des personnels vers d’autres employeurs, d’où un manque encore plus criant d’effectifs pour assurer les missions de l’action sociale du Pôle Solidarité.

Les premières expérimentations d’externalisations de services dans des lieux d’accueils non départementaux ne sont guère rassurantes : agents qui se promènent d’un lieu à l’autre avec leur matériel sans avoir les conditions nécessaires à un accueil de qualité.

Les soi-disant atouts des moyens modernes de communication et de gestion de dossier, ne font qu’aggraver la situation : la fracture numérique éloigne de l’ouverture de leurs droits les personnes les plus en difficultés et les GOS ne sont pas recrutés en nombre suffisants. Les orientations des appels téléphoniques via la GRC conduisent à de mauvaises orientations d’appels et une baisse du nombre des demandes qui arrivent sur les services.

La fusion des équipes ASE, EDAS, PMI, APA destinée à se répartir dans les unités accueil, évaluation et accompagnement crée un gommage des spécificités métiers et nie les compétences, expertises et spécificités de chaque profession. L’argument d’un possible accès à la formation, pour permettre aux agents de devenir compétents sur tout, est fallacieux. Même avec une formation tout le monde n’est pas fait, ni ne désire travailler auprès de publics aussi divers que des enfants victimes d’inceste ou de violences physiques, des jeunes femmes enceintes, des bénéficiaires du RSA, des personnes âgées, des personnes SDF…

Si les agents sociaux et médicaux sociaux sont réellement appelés à exercer l’ensemble de ces missions, il s’agit d’un changement professionnel radical. Quant à la promesse, qui se veut rassurante, que les cadres distribueront les dossiers des personnes en fonction des profils et compétences de chacun, on sait ce que cela ne sera pas tenue compte tenu du libellé noté sur la fiche de vœux « Votre affectation définitive sera déterminée en fonction des nécessités de service ».

On demande aux agents de se positionner pour une unité évaluation ou accompagnement sans lisibilité sur leur résidence administrative, changement d’encadrement, d’équipes de travail, perte de la NBI… Les fiches de postes adressées aux agents sont des documents de travail en cours de validation, ce qui suppose des évolutions possibles. Les vœux d’affectation devaient être renvoyés avant le 2 septembre avec un passage à la CAP du mois de novembre.

Nous attirons votre attention sur le fait que l’expression de « vœux » dans ces conditions est non-contractuelle. La signature d’un « vœux » ne vous engage pas. Nous vous encourageons à le rappeler oralement à votre hiérarchie. Le choix définitif ne pourra se faire qu’à partir d’une fiche de poste validée, donc éventuellement différente de celles proposées actuellement. Vous devez être vigilants et demander, si la proposition ferme vous convient, à signer une fiche de poste définitive mentionnant votre affectation. Nous vous engageons également à vérifier que la nouvelle affectation ne s’accompagne pas d’une perte de NBI ou d’une baisse de cotation de poste. Si la proposition ne vous convient pas, nous vous invitons à nous en informer (par mail adressé au syndicat CGT) afin que nous puissions défendre votre position lors de la CAP qui doit se tenir début novembre.

Peut-on refuser une affectation ? Un fonctionnaire est titulaire de son garde, pas de son poste. Il faudra que chaque agent, à terme, soit affecté quelque part. Mais chacun doit être vigilant à ce que qu’il signe et en cas de désaccord, retarder la signature, négocier, faire une contre-proposition.

Pour toutes ces raisons, le syndicat CGT s’est positionné contre ce dossier car cette réorganisation n’est pas du tout adaptée aux besoins des usagers des services du pôle solidarités.

Dans le cadre de la réorganisation du pôle solidarité, les agents sont invités à remettre « des vœux » concernant leur affectation en se référant à de nouvelles fiches de poste. Si l’employeur peut modifier unilatéralement la fiche de poste celle-ci **doit néanmoins être conforme aux fonctions décrites dans la définition du grade.**

**… Et dans les parcs aussi ça déstructure**

Le Service Accueil et Surveillance, qui regroupe les agents d'accueil et de surveillance des parcs, a été audité l'an dernier dans le but de le réorganiser.

Par la suite, Une série de réunions, de rencontres avec les agents a été mise en place par l'administration en vue de préparer une restructuration en profondeur. Selon le CD92, toutes les pistes restent envisagées....

La section CGT des parcs et jardins, conformément à la volonté de ses syndiqués consultés, n'a pas participé en tant qu'organisation à l'audit et aux réunions associées, sans faire obstacle aux participations individuelles, afin de ne pas servir de caution aux conclusions avant de les connaître. Ces rencontres ont eu lieu en mai et juin 2019.

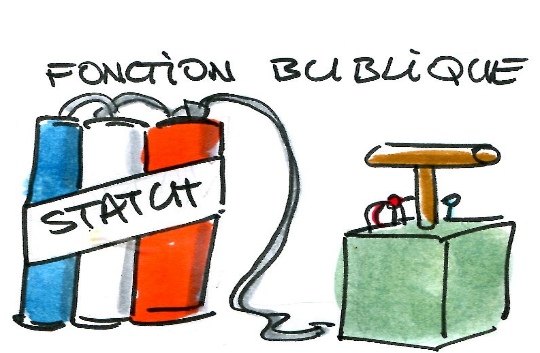
Une réunion de présentation du projet retenu aux agents semblerait devoir se tenir début octobre selon nos dernières informations.

L'ensemble de la démarche et des conclusions sur cette réorganisation seront présentées à un futur CT. La CGT prendra part aux débats lors de cette instance et fera connaître son positionnement à ce moment en étant attentive à ce que les intérêts premiers des agents et du service public soient préservés.

Afin de préparer son argumentaire, une assemblée générale des agents des parcs et jardins sera prévue en amont.

Nous ne manquerons pas de vous tenir informés de l'évolution de ce dossier.

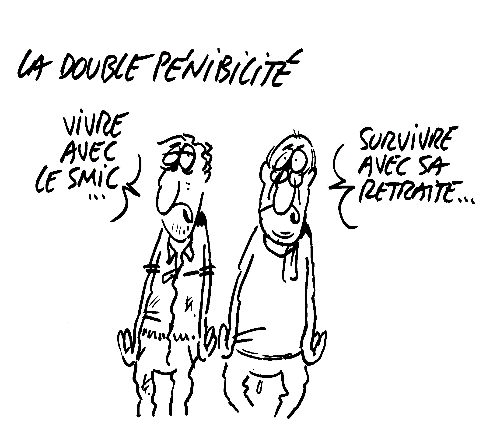
**…En attendant la mort de la fonction publique …**

****

**La Loi du 6 Août 2019 dite Loi de transformation de la fonction publique vient accélérer ce processus d’éloignement de la fonction publique de carrière avec l’élargissement du recours aux agents contractuels, des CDD non renouvelables, instituant ainsi la précarité dans la fonction publique dans le mépris le plus total des fonctionnaires qui agissent en toute neutralité dans l’intérêt général, le rétrécissement du dialogue social avec la fusion des comités techniques et des comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail au sein de comités sociaux, les commissions administratives paritaires voient leurs compétences réduites aux sujets les plus susceptibles de fâcher.**

**La loi sur la fonction publique tourne le dos à la conception française républicaine pour appliquer le programme du MEDEF, en prévoyant de faciliter le départ des fonctionnaires vers le privé est un objectif clairement affiché de la loi. Ainsi, en cas de transfert de l'activité de leur service à une entreprise, les fonctionnaires pourront être détachés d'office auprès de celle-ci (art 76), mais surtout une restriction sans précédent du droit de grève pourtant reconnu comme un droit à valeur constitutionnel (art56).**

**… Et la fin de nos régimes de retraites**

****

« Le système des points, ça permet une chose, qu’aucun homme politique n’avoue. Ça permet de baisser chaque année la valeur des points, et donc le niveau des pensions », traduisait François Fillon, lors de la primaire de la droite de 2016, devant un aréopage de patrons, extrait vidéo qui viralise aujourd’hui sur Internet. Des milliards d’euros de diminution, quasi indolore. Résultat ? Terminé les âges pivots et les annuités, les retraités pauvres seront amenés à cotiser de longues années supplémentaires pour décrocher une retraite correcte. Un système simple, lisible, mécanique. Un rêve de gestionnaire. Le nouveau monde. Est-ce que ça ne va pas mieux en le disant ?

Le gouvernement a parfaitement dit où il allait. La question centrale, c’est la retraite à points. Tout le reste ne sera qu’habillage et rideau de fumée. Tout ce que nous raconte la CFDT, sur les annuités, la négociation, l’âge pivot etc.… sur la réforme des retraites qui, même factuellement exacte, passerait ce point sous silence, participe au rideau de fumée.

**Et Ailleurs…**

**Grève Toujours !!!**

255 services d’urgences en grève au 16 septembre. Malgré les annonces faites par la ministre de la Santé le 9 septembre, le mouvement démarré au printemps ne faiblit pas. Invitée d’Europe 1 le 17 septembre, Agnès Buzyn s’est dite « ouverte au dialogue ».

Elle a défendu que les 750millions d’euros mis sur la table étaient faits à 80% pour créer des postes. Mais son « pacte de refondation » de l’hôpital est jugé « plus hasardeux qu’ambitieux » pour le collectif Inter Urgences, qui estime que le gouvernement se contente de « réorganiser la pénurie ». « Outre le fait de dénoncer la fuite des professionnels et la mise en danger des patients, notre combat parle aussi de justice sociale ». Ils demandent une triple revalorisation sur les lits, les salaires de tous les hospitaliers et les effectifs à hauteur des besoins par service. Et ils appellent tous les hospitaliers à les rejoindre.

**Pour donner plus de force à mes actions, gagner de nouveaux droits sociaux, j'adhère à la CGT, je participe ainsi à mon avenir !**

-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

NOM..............................................PRÉNOM...........................................................................................................

Service:……………………………………………………………………………………………………………..

Téléphone :…………………………………………………………………………………………………………

Mail :……………………………………………………………………………………………………………….

**Bulletin à retourner à une ou un militant de la CGT ou aux locaux de la CGT à Nanterre ou au Plessis aux adresses en entête.**

**Points portés par la CGT au Comité technique du 24 septembre 2019**

1. Dans la nouvelle réorganisation du Pôle Solidarités qui se met en place, les agents sont invités à faire des vœux à partir de fiches de postes présentées comme validées et dans un délai très réduit.

N’est-il préférable de laisser un délai supplémentaire aux agents et de les impliquer dans la conception de ces nouvelles fiches ?

Pourriez-vous nous faire un point détaillé sur les postes qui ouvriront un droit à la NBI accueil et la NBI quartiers prioritaires et/ou avec personnes relevant de ces quartiers.

 Un Dispositif transitoire sera-t-il applicable à tous les agents qui ne rentrent plus dans le dispositif, quartier prioritaire, comme lors du précédent changement ?

Comment se fait-il que les fiches de poste sont présentées comme validées alors que la CAP doit être consultée lorsque les modifications concernent aussi bien les situations « géographiques » (changement de résidence) qu’une perte financière (perte de la nouvelle bonification indiciaire) ?

1. Les agents nous interrogent sur le manque de cohérence et de sens entre les chantiers en cours et les réorganisations : on nous annonce que la fusion avec les Yvelines est imminente et en même temps les réorganisations des deux départements ne vont pas du tout dans le même sens. Quelle est la finalité générale ?
2. Pourquoi les usagers sont fichés « ad vitam aeternam » sur le logiciel SOLIS AST sans aucune procédure d’effacement des accompagnements de ces personnes ? Des personnes non vues depuis 2009 sont encore référencées sur le logiciel …
3. Contrairement aux années précédentes le nouvel organisme de formation, l’IFSY, n’a semble-t-il pas transmis le catalogue de formation continue aux assistants familiaux pour l’année 2019. Si ce document existe pourquoi n’est-il pas porté à la connaissance des assistants familiaux ?

Quelle procédure doivent-ils suivre afin de prétendre à la formation ?

1. Bon nombre d’agents constatent un décalage entre le montant du CIA proposé lors de l’entretien d’évaluation et le montant du CIA versé sur la fiche de paie du mois de juillet (CIA nettement inférieur pouvant descendre jusqu’à zéro). Pourtant lors de l’entretien annuel d’évaluation certains agents se voient proposer un montant de complément indemnitaire annuel (CIA) supérieur à celui versé. Au-delà du manque de transparence dans la répartition des enveloppes au sein des pôles, le CIA est détourné de sa vocation à savoir la reconnaissance de l’engagement professionnel et la manière de servir des agents ainsi que leur investissement personnel dans l’exercice de leurs fonctions et leur sens du service public.

Le montant annuel du CIA proposé lors de l’entretien d’évaluation ne devrait-il pas être formalisé lors de l’entretien professionnel et faire l’objet d’un document écrit dont l’agent doit prendre connaissance ?

Si le montant attribué à l’agent est inférieur à celui proposé, ce dernier peut-il se voir notifier par sa hiérarchie la motivation de la baisse du CIA pour ne pas voir des situations où son montant soit en inadéquation totale avec le compte rendu de l’évaluation professionnelle, et éventuellement disposer d’un droit de recours ?

Le montant des enveloppes attribuées par pôle ne pourrait-il pas être communiqué annuellement au CT afin d’en informer l’ensemble de ses membres ?

1. En juin 2018 le Conseil Départemental des Hauts de Seine a annoncé la poursuite du processus de fusion avec le département des Yvelines et notamment un rapprochement des services dans le secteur de l’éducation et des collèges sur la base d’une stratégie partagée devant permettre de renforcer l’intervention des deux collectivités en matière d’éducation.

Par ailleurs Les médiateurs éducatifs sont à ce jour dans l’attente de l’évaluation de la DACEP à laquelle ils ont participé concernant leur référentiel métier.

Est-il possible de fournir un point d’étape sur la réorganisation du PESC ? Un calendrier a-t-il été établi ?

**Points portés par la CGT au Comité Technique du 18 juin 2019**

**Question générale :**

Peut-on avoir un point d’étape du travail de la DACEP dans le cadre du rapprochement des Services départementaux d’accueil 78-92 Quelles sont les orientations choisies ?

**Questions pôle solidarités :**

Lors du précédent CT nous avons fait remarquer que le SST1 couvre un territoire de 25 000 habitants et une seule commune alors que le SST8 couvre huit communes et 230 000 habitants. L’encadrement prévu est pourtant le même (Un chef de SST et 3 responsables d’unités). Qu’est ce qui justifie cette disparité ? Comment le Département va-t-il justifier cela auprès de la population ? Et les cadres concernés auront –ils un niveau de primes différents ?

Peut-on avoir un bilan de l’état des effectifs dans les STASES, car nous nous alarmons des départs en cascade de référents éducatifs, ce qui met en péril le suivi des enfants

Nous avons appris que certains agents qui avaient postulés comme responsables d’unités ont reçu une réponse positive du pôle solidarités puis négative de la DRH. D’autres agents d’abord évincés seraient finalement retenus en « second choix » ; nous nous érigeons contre ce procédé maltraitant et demandons des explications.

Assistantes familiales :

Dans la nouvelle organisation du pôle solidarité, que devient la famille d’accueil ? Quelle est sa place par rapport au SST ? Est-ce que le SDAF continuera d’exister, si oui quelles seront ses missions par rapport à l’assistante familiale ?

Assistantes familiales :

Les frais exposés pour l’enfant confié à une famille d’accueil sont à la charge de l’employeur qui remet à cet effet à l’assistante familiale une indemnité d’entretien et éventuellement des fournitures. Cependant certaines assistantes familiales nous ont fait part d’une inégalité entre les agents dans le remboursement des frais de cantine de l’enfant confié par le SDAF, certaines étant remboursées intégralement, d’autres non. Sur quels critères le SDAF procède-t-il à la prise en charge de ces frais et pourquoi certaines sont-elles mieux remboursées que d’autres ?

Assistantes familiales :

Une assistante familiale peut se voir retirer un enfant pendant les périodes de vacances scolaires (grandes vacances compris), notamment lorsqu’ils sont récupérés par leur famille d’origine. Des congés sont alors retirés à l’agent  et certains se retrouvent alors avec un solde négatif du fait de « congés imposés ». Dans quelle limite les 50 jours de congés peuvent être diminués ? Ne serait-il pas possible de prévoir un seuil au-dessous duquel le SDAF ne pourrait pas lui amputer des congés ?

Psychologues :

Dans le cadre de la réorganisation du Pôle solidarités et de l’appel d’offre sous forme de marché public à des psychologues libéraux, nous interrogeons la place accordée aux missions du psychologue territorial, dont la technicité s’exerce dans une continuité indispensable.

En effet, qu’en sera-t-il des missions d’accueil de la souffrance psychique et de la prise en compte de celle-ci dans tout le circuit institutionnel d’une famille ? Des entretiens psychologiques évaluant la proposition d’une orientation et de sa mise en œuvre ? Des accompagnements psychologiques des enfants dans un travail des liens familiaux, déjà suffisamment exposés par leur parcours de vie aux multiples ruptures ? De l’éclairage théorique nécessaire des équipes ? De l’indispensable travail en pluridisciplinarité et en réseau ?

Ces missions ne seront pas honorées dans un cadre respectueux d’une éthique de travail et d’accompagnement pérennes de l’enfant et de sa famille qu’imposent la loi de protection de l’enfance en l’absence de postes suffisants de psychologues territoriaux. L’appel majoritaire à des psychologues libéraux ne fera qu’accentuer la discontinuité et les ruptures traumatiques vécues par les enfants bénéficiant d’une prise en charge.

Psychologues :

Dans les années 1980, une loi était venue interdire l’usage de la vacation qui permettait aux services publics d’employer des psychologues en ne les payant qu’à l’heure de présence effective. Cette pratique fut remplacée par l’utilisation de contrats à durée déterminée et c’est au nom de la loi luttant contre l’emploi précaire que les postes de psychologues en CDD ont été supprimés sur le département.

Aujourd’hui, alors que le dernier comité technique a validé que les psychologues titulaires ne seraient plus remplacés à mesure qu’ils quitteraient le département, une offre de marché a été lancée pour confier à des psychologues du secteur libéral les tâches que les titulaires ne pourraient plus prendre en charge.

Or, confier des tâches pérennes de soutien technique auprès des équipes ou des suivis institutionnels de situations dont nul ne sait à l’avance le temps que durera leur prise en charge, et ce au sein des murs des services, à des psychologues libéraux payés à l’acte, ne peut-il pas être considéré comme un contournement de la loi interdisant l’emploi des psychologues ou autres agents à la vacation ?

Ne pensez-vous pas que le Tribunal Administratif pourrait avoir à se prononcer sur la légalité de la généralisation d’une telle pratique dans un service public ?

Dans la nouvelle organisation du pôle solidarité, que devient la famille d’accueil ? Quelle est sa place par rapport au SST ? Est-ce que le SDAF continuera d’exister ? Quelles seront ses missions par rapport à l’assistante familiale ?

Chargés de prévention :

Dans le document voté au précédent CT, il est question de demander aux Chargés de prévention, directement rattachés aux Chefs de SST, de conduire aussi bien des évaluations que des suivis de situations. Qu’en est-il de leurs missions de prévention (interventions d’intérêt collectif auprès du publique, rôle de représentation et de coordination d’acteurs et de dispositifs multi-partenariaux) ? Leur fonction n’est-elle pas en train de glisser vers celle de travailleur social volant au détriment de la prévention ? Si cela était le cas, ce serait une complète refonte de leur fiche de poste qui nécessiterait un passage en CT et CAP.

Quels postes vont occuper les administratifs qui ne sont pas retenus comme GOS ?

Comment va être assurée la continuité du suivi des enfants déjà accueillis en protection de l'enfance, va-t-il y avoir comme à chaque réorganisation une nouvelle valse des référents éducatifs ?

Comment les cadres et leurs équipes ont-ils gérer l'écart entre le découpage territorial en 13 SST et la réalité des locaux actuellement disponibles : par exemple, les communes de Meudon Clamart dont les agents sont depuis peu installés à Châtenay alors qu'ils font partie du SST d'Issy les Moulineaux ?

**Questions Pôle éducation, sports et construction :**

Dans la plupart des collèges la restauration scolaire a été confiée à une personne privée, Elior, par la voie de la délégation de service public. Cependant, dans un certain nombre d’établissements scolaires il est demandé aux agents ATTEE de prendre en charge la sortie des containers poubelles d’Elior une fois par semaine. Est-il normal de demander aux agents du Département de la faire, alors que c’est l’entreprise qui a en charge la restauration scolaire ?

Dans certains Collèges, les ATTEE non logés doivent nettoyer les parties communes des logements de fonction qui sont pourtant à usage privatif et non à usage pédagogique et qui parfois même ne se situent pas à proximité immédiate du collège. Certaines collectivités ont fait le choix de ne pas demander aux agents non logés de nettoyer les parties communes des logements de fonction. Cette solution n’est-elle pas envisageable ?

Le PESC est en phase de travail en vue de la fusion avec le 78. Dans ce cadre, des groupes de travail se sont constitués pour réfléchir à la mutualisation des moyens. Cette mutualisation des services préfigure des changements conséquents qui auront un véritable impact sur les conditions de travail et particulièrement pour nos collègues ATTEE (car le Département s’engage vers une externalisation généralisée de la restauration scolaire ainsi que tu ménage) Nous nous interrogeons donc sur le devenir de ces agents. Peut-on associer les représentants syndicaux du CHSCT à ce travail de préparation ?

**Nous ne manquerons pas de vous faire un retour des réponses apportées par l’administration dans le prochain numéro du Poing Syndical.**